

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/RO/W/30

7 mai 1998

(98-1812)

Comité des règles d'origine

Original: anglais

ELABORATION PAR LE SECRETARIAT D'UN DOCUMENT ANALYSANT
LES PRINCIPALES PROPOSITIONS SUR LES REGLES D'ORIGINE
DANS LE SECTEUR DES TEXTILES ET DES VETEMENTS

Proposition de l'Inde

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 avril 1998.

On trouvera ci-joint une communication qui clarifie la proposition de l'Inde relative à l'élaboration par le Secrétariat d'un document analysant les principales propositions sur les règles d'origine dans le secteur des textiles et des vêtements. Il est demandé au Secrétariat de distribuer la présente communication aux membres du Comité.

Elaboration par le Secrétariat d'un document analysant les principales propositions
sur les règles d'origine dans le secteur des textiles et des vêtements

La présente communication vise à clarifier la demande d'analyse des incidences des principales propositions d'harmonisation des règles d'origine sur les courants d'échanges internationaux de textiles et de vêtements et sur les droits et obligations des Membres au titre de divers accords de l'OMC.

L'analyse qu'il est proposé de demander au Secrétariat n'a pas pour objet d'obtenir une interprétation des dispositions de divers accords de l'OMC, mais simplement des précisions quant aux répercussions et à l'incidence des principales propositions d'harmonisation sur la liberté des échanges internationaux de textiles et de vêtements.

Aux termes des dispositions de l'article 1:2 de l'Accord sur les règles d'origine, les règles harmonisées doivent s'appliquer de manière égale aux fins de tous les instruments de politique commerciale, notamment de toute restriction quantitative discriminatoire, réglementation relative au marquage de l'origine, droits antidumping, droits compensateurs, etc. L'un des principaux objectifs de l'Accord sur les règles d'origine est de "faire en sorte que les règles d'origine ne créent pas en soi d'obstacles non nécessaires au commerce" et qu'elles "ne créeront pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international".

Il est essentiel d'analyser les diverses propositions à la lumière de ces prémisses/considérations importantes.

Une telle analyse pourrait utilement contribuer à faire ressortir les incidences des propositions d'harmonisation dans la mesure où elles risquent d'entraver l'accès aux marchés, pour ce qui est des restrictions quantitatives discriminatoires, des prescriptions concernant le marquage de l'origine, des mesures compensatoires, etc., ainsi qu'il est indiqué dans les paragraphes ci-après.

Accès aux marchés

Des restrictions quantitatives discriminatoires s'appliquent sur certains marchés au secteur des textiles et des vêtements.

Une série de propositions d'harmonisation des règles d'origine applicables aux textiles et vêtements ne reconnaît pas qu'un certain nombre d'opérations de transformation confèrent l'origine. Aussi convient-il de déterminer si les règles d'origine établies sur la base de telles propositions entraveraient ou créeraient des effets de distorsion des échanges commerciaux/de l'accès aux marchés.

Par exemple, le pays "A" exporte des produits textiles non transformés vers divers pays, qui n'appliquent aucune restriction quantitative. Certains de ces pays font alors subir à ces produits importés non transformés une série d'opérations de transformation en vue de fabriquer divers produits (c'est-à-dire des tissus teints ou imprimés, divers articles et vêtements de confection) qu'ils exportent ensuite vers des pays qui appliquent des restrictions quantitatives discriminatoires.

Dans de telles situations, il convient d'obtenir des éclaircissements sur des questions comme celles qui suivent:

- a) les pays intermédiaires pourraient-ils, sans qu'il y soit fait obstacle, continuer de transformer ces produits et de les exporter vers des pays qui appliquent des restrictions quantitatives?
- b) à supposer que, étant donné les règles d'origine harmonisées, les pays intermédiaires ne soient pas en mesure de revendiquer l'origine des produits sur la base des opérations de transformation qu'ils ont effectuées sur leur territoire;

dans ce cas, les exportations en provenance du pays initial (c'est-à-dire le pays A) et destinées aux pays intermédiaires pourraient-elles se heurter à des obstacles non nécessaires?

Prescriptions concernant le marquage de l'origine

Dans le scénario ci-dessus, à supposer que le pays intermédiaire possède des droits de propriété intellectuelle à l'égard de dessins ou modèles particuliers, intégrés aux produits transformés, il convient de déterminer si les règles harmonisées qui ne confèrent pas l'origine aux opérations pertinentes de transformation créeraient des obstacles qui empêcheraient ce pays d'exploiter pleinement ses droits de propriété.

Mesures compensatoires

L'article 11.8 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dispose que:

"Dans les cas où des produits ne sont pas importés directement du pays d'origine, mais sont exportés à partir d'un pays intermédiaire à destination du Membre importateur, les dispositions du présent accord seront pleinement applicables, et la ou les transactions seront considérées, aux fins du présent accord, comme ayant eu lieu entre le pays d'origine et le Membre importateur."

Il y a lieu de préciser l'incidence des règles d'origine harmonisées sur le pays d'exportation initial (c'est-à-dire le pays A) et/ou le pays intermédiaire.

Les cas évoqués ci-dessus ne représentent que certaines des circonstances qu'il convient d'analyser en raison de leur incidence possible sur la liberté des échanges internationaux des textiles et des vêtements. Pour des raisons évidentes, ils ne constituent pas une liste exhaustive des diverses questions devant être clarifiées.

L'analyse qu'il est proposé de demander au Secrétariat faciliterait, espère-t-on, les travaux du Comité des règles d'origine.
